

Pour résumer, monsieur l'Orateur, le gouvernement restreint rigoureusement ses dépenses et ses prêts dans le cadre de son programme visant à enrayer l'inflation des prix et des coûts et à réduire les pressions excessives qui s'exercent sur nos marchés des capitaux.

Les compressions fiscales, indispensables en ce moment, ralentiront peut-être légèrement, l'an prochain, la croissance de la production nationale, mais cela vaudrait bien mieux qu'une grave récession plus tard.

Si nous ne réussissons pas, en tant que particuliers et organismes, à exercer des restrictions requises quant au relèvement des prix, des coûts et des salaires, il ne restera plus d'autre solution que des restrictions fiscales collectives exercées par le Parlement. Des préservatifs bénins valent mieux que des remèdes massifs. Lorsque le gouvernement et le Parlement auront pris les mesures voulues pour freiner nos dépenses et trouver, grâce aux recettes fiscales, la couverture nécessaire, il faudra alors assortir ces mesures d'une sérieuse campagne en vue d'obtenir, par la coopération volontaire, une forte réduction du taux de croissance trop élevé des prix et des coûts, y compris l'augmentation des salaires.

Il faut mettre un terme au cycle actuel des augmentations inflationnistes des prix et des coûts et s'acheminer vers des conditions qui permettront à tous les Canadiens de travailler, d'acheter, de négocier et d'investir avec l'espoir que, au fil des années, leur argent gardera sa pleine valeur véritable. Dans la mesure où nous pourrions mobiliser efficacement l'opinion publique pour défendre ces objectifs et contrecarrer les initiatives de ceux qui exploitent nettement leur position de force sur le marché, afin d'obtenir des augmentations inflationnistes, nous pourrions avoir un niveau plus élevé d'emploi, de production et de revenu, accompagné d'une stabilité des prix.

En terminant mes observations, monsieur l'Orateur, je dois dire que je crois que le gouvernement actuel fait montre de réalisme et de vigueur en proposant des mesures concrètes pour maintenir notre économie en progrès constant.

Loin de créer un climat malsain, comme le voudrait l'opposition, ces mesures sont de nature à rassurer la population de notre pays et à maintenir sa confiance en la stabilité économique actuelle.

L'avenir du Canada est brillant et prometteur. Nous devrions tous être fiers d'être Canadiens et travailler sans relâche au bien-être de tous nos concitoyens.

• (4.00 p.m.)

[Traduction]

M. H. W. Danforth (Kent, Ont.): Monsieur l'Orateur, par suite de la présentation de ce mini-budget et de ses répercussions sur l'industrie agricole, je me sens plus que jamais obligé de prendre la parole en cette Chambre afin de consigner au compte rendu, pour que tous les députés puissent y réfléchir, la triste situation où se trouve aujourd'hui l'industrie agricole au Canada.

Chaque jour nous posons des questions au gouvernement pour faire connaître les sentiments des agriculteurs canadiens; or il est devenu évident que les porte-parole du gouvernement ont deux réponses à ces questions. Ils disent d'abord que les cultivateurs canadiens n'ont «jamais été si bien partagés», et donnent deux exemples à l'appui. On dit que le produit national brut (agriculture) a atteint, en 1966 un niveau sans précédent dans notre pays. C'est vrai. On dit aussi que les mesures mises en œuvre par le gouvernement actuel lorsque l'industrie laitière était en mauvaise passe ont donné lieu à une réduction de l'excédent laitier; que les recettes moyennes des producteurs de lait industriel sont passées de \$2.65 à environ \$4.35 le quintal. Cela aussi est vrai.

Les porte-parole du gouvernement ont également signalé que les mesures prises au nom des agriculteurs ont donné lieu à un crédit accru par suite de l'augmentation des fonds disponibles grâce à la Société du crédit agricole, et que plus d'argent est disponible aussi pour les prêts destinés aux améliorations agricoles et les prêts aux syndicats agricoles. C'est exact. Le gouvernement ajoute qu'il a donné suite aussi au programme de subventions à l'agriculture et dépensé à cette fin l'an dernier environ 158 millions de dollars, si ma mémoire est fidèle. C'est exact.

Les membres du parti conservateur à la Chambre savent qu'en dépit de tout cela, l'agriculture traverse aujourd'hui la crise financière la plus grave peut-être de notre histoire. Dans les circonstances, nous avons résisté de notre mieux, personnellement et en tant que parti, à la tentation de profiter de la situation pour faire de la politique. Nous avons tenté, dans nos discours, de formuler des suggestions constructives et par nos questions, de déterminer la politique du gouvernement. Nous avons tenté également de prendre une part active au travail du comité permanent de l'agriculture.

A propos du comité permanent de l'agriculture, je voudrais faire remarquer que tous les groupements de cultivateurs du pays, ainsi